

Bulgarie : une présidence européenne en trompe-l'œil

Pour tout pays, la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne est à la fois un motif de fierté et une source de défis. Cela ne pourrait être plus vrai pour la Bulgarie. Mais si la présidence européenne offre une occasion unique pour le pays de se faire mieux connaître, celle-ci braque également les projecteurs sur sa situation depuis son adhésion à l'Union en 2007.

Un bilan mitigé

En 2007, la Roumanie et la Bulgarie sont devenues membres de l'Union européenne. Mais les deux pays eurent fort à faire pour convaincre de leur aptitude à y entrer. Leur adhésion fut accompagnée de nombreuses clauses transitoires, dont certaines suspensives, sans compter l'instauration d'un mécanisme de coopération et de vérification destiné à s'assurer que les deux pays accomplissent les réformes nécessaires dans les domaines de la justice, de la lutte contre la cor-

ruption et, pour la Bulgarie en particulier, de la lutte contre la criminalité organisée. Or, dans ces matières, en Bulgarie, les réformes demeurent, à ce jour, inachevées.

A cette adhésion sous contrôle, la Bulgarie – tout comme la Roumanie – souffre aussi de rester en dehors de l'espace Schengen. Pour les dirigeants bulgares, cette exclusion est vécue comme une injustice et comme le résultat de la timidité de certains dirigeants européens de ne pas heurter leurs opinions publiques.

Dans ce contexte, les discussions sur le concept d'une Union européenne à plusieurs vitesses ont été plutôt mal accueillies à Sofia qui y a vu une nouvelle tentative de reléguer le pays dans une division inférieure européenne.

Objectifs et enjeux de la présidence

Officiellement, les objectifs de la présidence bulgare sont les suivants : promotion de la croissance et la cohésion, de la sécurité et la stabilité en Europe, d'une perspective européenne et connectivité pour les autres pays des Balkans de l'Ouest avec tenue, les 17 et 18 mai prochains, d'un Sommet entre Union européenne et les pays de la région – et la promotion du marché digital. Il est peu probable que la présidence bulgare accomplisse une avancée majeure

dans chacun de ces domaines.

Bien entendu, ces objectifs, si louables soient-ils, n'échapperont pas à l'épineuse question de la poursuite des négociations sur la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne ou à toute autre crise imprévue. Ceux-ci devront aussi tenir compte des discussions en cours au sein de l'Union, ne fût-ce que celles sur la préparation des nouvelles perspectives financières pour l'après 2020 sur fond de manque de recettes causé par le possible retrait britannique.

Coalitions fragiles

Au niveau politique, le pays est dirigé pour la troisième fois par Boïko Borissov, ancien pompier, garde du corps et maire de la capitale Sofia. Chef du parti de droite GERB, ce dernier a formé une coalition avec une alliance regroupant les partis de la droite ultranationaliste et en partie pro-russe, appelée Patriotes unis, aux relents xénophobes et racistes. Cette coalition, fragile, jouissant d'une majorité d'un siège, est sous la menace permanente de ces mêmes partis aux idées peu reluisantes. Dernière péripétie en date, la formation d'une coalition hétéroclite entre l'extrême droite au pouvoir et les socialistes – dans l'opposition – soutenue par l'Eglise orthodoxe – contre la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe, dite d'Istanbul, sur la prévention et la

lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, pourtant déjà ratifiée par 28 Etats européens. L'affaire a été créée de toutes pièces par l'extrême droite qui véhicule la fausse information selon laquelle la Convention légaliserait le troisième genre, ce qui n'est pas le cas.

Cette situation politique fait écho à une réalité socio-économique plus que contrastée. Sur papier, la situation du pays a de quoi faire pâlir d'envie les autres Etats membres de l'Union européenne en affichant une croissance économique frôlant les 4 % sans compter un régime fiscal attrayant avec un taux d'imposition unique de 10 % sur les revenus. Mais ces statistiques cachent une réalité sociale et économique moins flatteuse.

La Bulgarie occupe, en effet, la position de pays le plus pauvre de l'Union européenne avec un PNB de moins de 40 % que la moyenne. Du point de vue de sa démographie, le pays subit une hémorragie sans précédent dans son histoire avec une perte, projetée d'ici 2050, de 2 millions sur les quelque 7 millions d'habitants actuels, causée, entre autres, par une émigration encore importante des jeunes vers les pays de l'ouest européen. Les revenus des ménages, même si ceux-ci ont été multipliés par deux dans la dernière décennie, restent en dessous de 50 % du niveau européen sans parler de la situation

des retraités dont presque un quart vit avec une pension de 78 euros par mois.

Le respect des libertés fondamentales reste un motif d'inquiétudes notamment celle des médias dont la propriété est concentrée dans les mains de quelques individus à la réputation plus que douteuse.

S'agissant de la liberté

de presse, Reporters

Sans Frontière

place la Bulga-

rie en queue

de peloton

de l'Union

euro-

péenne.

En ce qui concerne

protection de l'environnement, les gouvernements bulgares ont souvent ignoré les normes européennes, s'exposant à des poursuites pour manquements graves. Au lieu de développer des stratégies de développement durable, le pays s'est lancé dans des politiques de bétonisation de son littoral – de la mer Noire – et de ses montagnes – dont le magnifique massif de Pirin menacé par des projets d'expansion du domaine skiable au-dessus de la ville de Bansko (sud-ouest du pays) – en vue de promouvoir un tourisme de masse à bas coût.